

Brochure n° 3271

Convention collective nationale
IDCC : 1631. – HÔTELLERIE DE PLEIN AIR

ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉTERMINATION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE RÉFÉRENCE
(SECTEUR 10) ET À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES
(OPCO)

NOR : ASET1950946M
IDCC : 1631

Entre :
FNHPA,
D'une part, et
FS CFDT ;
INOVA CFE-CGC,
D'autre part,

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et notamment son article 39, qui prévoit la création d'opérateurs de compétences (OPCO) se substituant aux actuels organismes paritaires agréés (OPCA) ;

Vu le rapport Marx-Bagorski, publié le 6 septembre 2018, préconisant le regroupement par secteur d'activité économique pour la constitution des opérateurs de compétences,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux de la branche HPA, réunis en commission mixte paritaire le 11 décembre 2018, ont négocié et conclu le présent accord en vue de déterminer, d'un commun accord, le secteur des services de proximité et de l'artisanat, identifié par le rapport Marx-Bagorski pour la création de l'opérateur de compétences n° 10 (artisanat, services de proximité, professions libérales, hôtellerie-restauration et tourisme), comme secteur d'activité économique de référence, et de recommander la désignation de l'opérateur de compétences correspondant à ce secteur.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux salariés et aux entreprises dont l'activité principale relève du champ d'application professionnel et territorial de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air du 2 juin 1993 (IDCC 1631), tel que défini à l'article 1.1 modifié par l'avenant n° 3 du 25 octobre 1995 étendu.

Article 2

Détermination du secteur de référence

Le présent accord a pour objet, en premier lieu, de déterminer le secteur des services de proximité et l'artisanat comme secteur de d'activité économique de référence de la branche (professions de l'artisanat et libérales, hôtellerie, restauration et tourisme), correspondant à la nature des activités professionnelles et des compétences associées couvertes par le champ d'application de la convention collective nationale de l'HPA, se caractérisant notamment par :

- une économie dépendante de la clientèle (BtoC) ;
- une majorité de TPE, avec une grande disparité territoriale, un enjeu fort de services de proximité ;
- des difficultés de recrutement, des métiers en tension ;
- une majorité d'emplois saisonniers et un turn-over élevé ;
- une capacité d'inclusion par l'emploi, avec le recrutement de jeunes, de personnes peu qualifiées, et la possibilité d'ascension sociale...

Ces caractéristiques sont celles que le rapport impute au secteur des services de proximité et l'artisanat (professions de l'artisanat et libérales, hôtellerie, restauration et tourisme).

Article 3

Préconisation de désignation d'un OPCO

En conséquence, par le présent accord, les partenaires sociaux conviennent d'un rattachement à l'opérateur de compétences correspondant au secteur 10 défini ci-dessus et tel qu'identifié par le rapport Marx-Bagorski.

Article 4

Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Il est ici expressément précisé, que le présent accord collectif ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salarié(e)s, en raison :

- d'une part, de l'objet d'intérêt général dudit accord ;
- et d'autre part, de la configuration de la branche de l'hôtellerie de plein air, composée quasi exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés (99,7 % – source observatoire AGEFOS-PME, édition 2018), dont les situations sont nécessairement prises en compte dans la négociation du présent accord.

Article 5

Durée. – Révision et dénonciation. – Extension et formalités. – Date d'entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Il pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il est soumis à la procédure d'extension, selon les dispositions légales en vigueur. Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 11 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)